

Washington, cette fois seuls le Salvador et le Honduras se sont permis d'appuyer la mesure américaine. Et il s'agit avant tout d'un appui verbal dans la mesure où ni le Salvador ni le Honduras n'ont osé aller jusqu'à la rupture de leurs relations commerciales avec Managua.

La vaste offensive diplomatique déployée en mai et juin par les dirigeants sandinistes en direction de 17 pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest a permis au Nicaragua d'obtenir de l'aide pour un montant total d'environ \$402 millions US. De cette somme, \$202 millions US ont été accordés au Nicaragua par l'Union soviétique, les pays du Comecon et la Yougoslavie, tandis que le reste provenait de pays Ouest-européens.

La question que n'ont cessé de se poser la presse et les milieux diplomatiques occidentaux depuis l'embargo est celle de savoir si le Nicaragua sera maintenant tenté de resserrer davantage ses liens avec l'Union soviétique. Ne serait-il pas intéressant d'inverser l'interrogation et de se demander si l'URSS est vraiment intéressée à accroître son engagement au Nicaragua?

S'il est vrai que Moscou a fourni depuis 2 ans l'essentiel des armes du Nicaragua, il n'en reste pas moins que l'URSS ne semble pas intéressée — et ne semble pas avoir les moyens — d'injecter annuellement dans l'économie nicaraguayenne de \$3 milliards US à \$4 milliards US comme elle l'a fait depuis plus de vingt ans à Cuba.

En outre, les sandinistes sont bien au fait que aussi grandioses que puissent être les projets soviétiques de coopération, ils ne recevront jamais de Moscou les précieuses devises qu'ils ont besoin à tout prix pour rééquilibrer leur balance commerciale.

“Les Soviétiques semblent regarder le Nicaragua comme un investissement aux coûts et aux risques peu élevés. Ils sont heureux de marquer des points dans leur propagande et ils feront tout en leur possible, hormis une aide militaire et économique majeure, pour que les sandinistes demeurent irritants pour les États-Unis et un modèle révolutionnaire pour le reste de l'Amérique latine. Mais Moscou n'est pas prêt à garantir la survie du régime sandiniste dans une confrontation directe avec Washington,” écrivait encore *Newsweek* le 13 mai dernier.

Ce manque de garanties soviétiques pourrait bien inciter les autorités sandinistes à chercher un “modus vivendi” avec l'ensemble des forces d'opposition à l'intérieur du pays, y compris l'église, qui peut être de nature à apaiser les foudres de l'administration Reagan et, surtout, à séduire et convaincre l'Europe occidentale et le Canada qu'ils peuvent — et doivent — appuyer le Nicaragua à un moment aussi crucial et dramatique de son histoire.

Peut-être réussiront-ils alors à convaincre Washington qu'il doit respecter et aider le Nicaragua. Et peut-être alors Washington comprendra-t-il à son tour que rien n'est joué définitivement au Nicaragua où tous les revirements sont encore possibles, même les plus inimaginables. Certes, il y a beaucoup de “peut-être” à toutes ces affirmations, mais en cas de succès un grand pas serait alors franchi en faveur de la paix régionale, à laquelle l'administration Reagan dit tenir tant □